

**Dépôt :**

Débat d'orientation n°3882  
François BENOY, déi gréng

Luxembourg, le 21 mars 2023



**MOTION**

**relative à la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques**

**La Chambre des Député-e-s,**

- Vu l'accord de coalition 2018-2023 qui mentionne que la « *participation citoyenne sera encouragée pour permettre la participation de toutes les composantes de notre société au projet national et pour renforcer la lutte contre le déficit démocratique* », ainsi qu'un soutien à « *la participation citoyenne au niveau communal* » ;
- Considérant qu'un État démocratique tire sa légitimité et force de l'engagement de ses citoyennes et citoyens et de leur participation aux processus de décision et de mise en œuvre des politiques publiques ;
- Consciente de l'amplification de sentiments de désintérêt et de méfiance à l'égard de la vie politique ;
- Soulignant que l'engagement civique dynamise la démocratie et contribue à faciliter le vivre-ensemble ;
- Rappelant que la participation citoyenne permet aux citoyen.ne.s d'être mieux informé.e.s, de faire entendre leurs voix et d'influencer les décisions qui affectent leur vie quotidienne pour que les décisions et leur mise en œuvre correspondent mieux à la fois à leur besoins individuels et à l'intérêt général ;
- Estimant essentiel de ne pas limiter la participation politique au seul choix des représentant.e.s élu.e.s nationaux et locaux, mais d'œuvrer activement à dynamiser et élargir la participation citoyenne aussi bien au niveau national que communal ;
- Vu l'importance démographique des résident.e.s non-luxembourgeois.e.s qui restent exclu.e.s du droit de vote aux élections législatives, mais possèdent le droit de vote aux élections communales, mais qu'au 28 février 2023 seuls 12,5% des personnes concernées s'étaient effectivement enregistrées comme électeurs ;
- Soulignant le succès ainsi que le caractère innovant et plus professionnalisé des récents processus de participation citoyenne initiés par le Gouvernement, tel que par exemple le « Biergerkommittee » de l'initiative « Luxembourg in Transition », le

« KlimaBiergerrot », les workshops « Null Offall Lëtzebuerg », les ateliers « Matenee fir eng modern Gemeng », la réforme du RGTR, les outils de participation du « Klimapakt » ou encore du « Pakt vum Zesummeliewen », tout comme les initiatives du CELL et de nombreuses initiatives communales visant l'élaboration participative du PAG, d'un espace public ou de divers « masterplans », voire d'un budget citoyen communal y inclus la mise en place de la « Plateforme Luxembourgeoise de la Démocratie Participative » en coopération avec l'Université du Luxembourg ;

## Invite le Gouvernement à

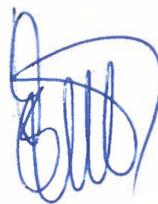
- évaluer de manière détaillée les expériences de participation citoyenne des dernières années en collaboration avec la Chambre des Député.e.s, l'Université de Luxembourg et les autres expert.e.s ayant développé, encadré ou étudié les processus participatifs tout comme les citoyen.n.e.s ayant participé à ces expériences ;
- analyser de manière générale les outils et possibilités existants de la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques nationales et locales et proposer des pistes d'amélioration visant à renforcer et promouvoir la participation citoyenne ;
- étudier, en collaboration avec la Chambre des Député.e.s, la faisabilité et les modalités d'une procédure institutionalisée de participation citoyenne nationale, tel que par exemple un Conseil citoyen, qui puisse associer de manière systématique et continue les citoyens à l'élaboration de politiques publiques.

Signatures :

  
Guy Benzoy

  
Gilles BAUT

  
Sven CLEMENT



Simon Asselborn-Birts



Myniam Cecchetti